

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Médias et brèves

N° 296 du 29.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Check points en Palestine occupée.

1-2 Frank Weil-Rabaud : Israël : la question des colonies.

2 Les brèves

2-1 Situation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

1 Abou Zouhri : L'occupation choisit la guerre sous le silence arabe et l'accord d'Abbas.

2 L'Egypte informe Abbas qu'elle refuse toute extermination du Hamas ou du Jihad.

3 Le silence arabe et international est une preuve de la coordination pour briser la volonté du peuple Palestinien.

4 Le gouvernement illégal de Fayyad gèle la part de Gaza pour renforcer le blocus.

5 Le blocus est devenu une menace réelle et un désastre humanitaire.

6 Al-Nounou : Pas d'accalmie si l'occupation continue ses agressions et son blocus.

7 Les preuves montrent la complicité des responsables à Ramallah dans la fermeture des passages.

8 Al-Khoudri : L'occupation empêche la délégation italienne d'entrer à Gaza pour cacher les vérités.

2-2 Proche-Orient: l'Egypte accuse Israël de l'échec des négociations israélo-palestiniennes.

2-3 Washington évaluera confidentiellement le processus de paix.

2-4 Le Conseil de sécurité de l'ONU salue l'"étape importante" de la conférence des donateurs de Paris.

2-5 La colonisation et de l'occupation".

1 Erekat : "Israël doit choisir entre la voie des négociations et de la paix ou la voie de la colonisation et de l'occupation".

2 Israël veut construire 750 logements en 2008 dans deux colonies.

3 Malgré la Conférence de paix à Annapolis... 750 logements à construire en 2008.

4 Un frein à la colonisation en Cisjordanie occupée ?

2-6 L'Autorité palestinienne va recevoir 50 véhicules blindés.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Résistance dans toutes ses formes.

3-2 Le Hamas et le Jihad tentent d'enlever des soldats afin de les échanger avec des captifs.

3-3 Abou Marzouk : L'occupation exhorte les Egyptiens et d'autres pays à intervenir pour libérer Chalit.

3-4 Dorothy Naor : Des étudiantes réduites au silence et brutalisées.

3-5 La mère d'un Franco-Palestinien détenu en Israël déplore l'inaction du Quai d'Orsay.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Check points en Palestine occupée.

Bethléem : La cruauté de l'occupation israélienne montrée sur le vif

Sortir, marcher, aller travailler, continuer de vivre malgré les innombrables entraves, est un geste de défi et de résistance en Palestine.

20 décembre 2007 |

Thèmes :

[Apartheid israélien](#)

[Droit international](#)

Un checkpoint israélien : Huwara (ICRC)

Gilo barrage à Bethléem.

<http://fr.youtube.com/watch?v=V3b0NVBsPDQ&feature=related>

Ici, ce sont de simples travailleurs de Bethléem et des villages environnants qui doivent s'aligner dès 4 heures du matin et attendre des heures durant, dans l'espoir que les soldats israéliens daignent leur accorder le droit de traverser le check point de Gilo (Gilo est le nom d'une des colonies illégales qui asphyxient Bethléem), pour pouvoir se rendre à Jérusalem et arriver à temps sur leurs lieux de travail.

Gilo barrage et murs enfermant la population de Bethléem

<http://fr.youtube.com/watch?v=317rcVmst5k&feature=related>

<http://fr.youtube.com/watch?v=BEKKpiegnwk&feature=related>

<http://fr.youtube.com/watch?v=Zg3RDgFv3Xo&feature=related>

Ce sont des images volées, filmées à l'insu des soldats israéliens, qui montrent, mieux que des mots, que les Palestiniens sont traités quotidiennement comme des bestiaux dans les quelques 550 postes militaires permanents, comme celui de Gilo, qui quadrillent et paralysent leur pays ; alors même que ces gens extraordinairement patients -présentés comme une menace par Israël- cherchent simplement à se déplacer d'une ville à l'autre, à aller travailler pour survivre et faire survivre leurs familles.

Ces images illustrent, si besoin était encore, la cruauté d'un Etat occupant protégé par les grandes puissances et les principales organisations juives dans le monde ; la cruauté d'un Etat colonial qui n'a de cesse d'inventer des mesures de plus en plus contraignantes et répressives pour faire plier un peuple qui ne se rend pas.

Tout cela est indigne d'un Etat quel qu'il soit !

Dans quel pays, à part Israël, une armée a-t-elle jamais soumis, aussi longtemps, à autant de persécutions et d'humiliations, un peuple qui vit légitimement sur sa terre ?

Le silence complice de nos Etats dits « démocratiques » devant de pareilles injustices est une honte que nous ne devons pas cesser de dénoncer.

Silvia Cattori

1-2 Frank Weil-Rabaud : Israël : la question des colonies.

«La colonisation est l'obstacle principal toute percée qui pourrait nous emmener à un processus de paix avec les Palestiniens. »

De quelque milliers en 1972, les colons israéliens sont aujourd'hui plus de 260 000 installés en Cisjordanie.

Une présence qui rend chaque jour plus difficile les perspectives de mettre un terme définitif au conflit israélo-palestinien

2 Les brèves

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Situation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

1 Abou Zouhri : L'occupation choisit la guerre sous le silence arabe et l'accord d'Abbas.

Le Hamas a fortement condamné les rencontres de l'autorité palestinienne dirigée par le président Mahmoud Abbas avec ses homologues sionistes, au moment où leurs forces occupantes poursuivent leurs crimes et leurs escalades agressives contre les citoyens palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Le porte-parole du Hamas Dr. Sami Abou Zouhri a considéré que la poursuite des rencontres des responsables de l'autorité palestinienne offre une couverture à l'occupation pour qu'elle continue ses assassinats, ses destructions, ses campagnes de judaïisations et de constructions de nouvelles colonies.

Il a également qualifié ces rencontres avec les ennemis assassins de honteuses, tout en affirmant que les dirigeants de l'autorité palestinienne ont lié leur futur avec les ennemis israéliens qui ne présentent rien au peuple palestinien.

Et en même temps, ils offrent une couverture aux opérations criminelles de l'occupation, chose qui démasque les prétendus orateurs de la paix qui appellent à vivre en paix avec l'ennemi occupant.

"Les actuelles escalades israéliennes affirment que l'occupation a choisi la guerre et qu'elle poursuit cette stratégie hostile avec une complicité internationale, un silence arabe et une bénédiction de la direction de l'autorité palestinienne. Mais le Hamas et le Jihad existent sur le terrain pour faire face à toute attaque sioniste en luttant pour protéger le peuple palestinien. Ces menaces et ces escalades ne vont jamais affaiblir la volonté de notre peuple", a-t-il ajouté.

Abou Zouhri a considéré que la condamnation des crimes israéliens par les leaders de l'autorité palestinienne n'a aucun sens du moment où ils poursuivent leurs rencontres avec leurs homologues israéliens, tout en affirmant qu'il faut arrêter toute sorte de rencontre, de négociation ou de coopération sécuritaire avec les ennemis du peuple palestinien et porter l'occupation responsable d'une telle escalade.

Gaza - CPI

25-12

2 L'Egypte informe Abbas qu'elle refuse toute extermination du Hamas ou du Jihad.

L'agence "Qods Press" a rapporté que selon des sources égyptiennes bien informées que le chef des renseignements égyptiens, le ministre Omar Souleymane, a informé le président Mahmoud Abbas que la direction égyptienne refuse totalement l'accord d'Abbas, lors du congrès d'Annapolis, avec les Israéliens et les Américains pour l'extermination des deux mouvements islamiques à travers des raids aériens et des incursions des forces de l'occupation

Il est à noter que depuis le congrès d'Annapolis, 55 résistants palestiniens sont tombés en martyrs, dont des activistes et des dirigeants des Sarayas d'Al-Qods, la branche militaire du Jihad islamique, et des brigades d'Al-Qassam, la branche militaire du mouvement de la résistance islamique Hamas.

Des sources ont affirmé qu'un haut responsable des services de renseignements égyptiens a averti les deux mouvements d'un projet sécuritaire israélo-américain qui vise à les exterminer, tout en confirmant que l'Egypte va envoyer son représentant à Gaza pour suivre les événements.

Caire - CPI

25-12

3 Le silence arabe et international est une preuve de la coordination pour briser la volonté du peuple Palestinien.

Le Jihad islamique a condamné fermement le silence arabe et international envers les attaques israéliennes et le blocus imposé injustement à la bande de Gaza, tout en disant que ce silence démontre la complicité avec l'occupation pour briser la volonté du peuple palestinien.

Le Jihad a renouvelé sa demande aux pays arabes à déployer leurs efforts et à soutenir le peuple palestinien pour faire face au blocus et aux agressions de l'Etat hébreu, en disant que "l'histoire ne pardonne plus les Arabes et les Musulmans qui abandonnent leur devoir et leur rôle envers le peuple palestinien".

Le Jihad islamique a affirmé avec force que la résistance n'hésite pas à faire face aux agressions continues contre la bande de Gaza", tout en ajoutant que "malgré les grands sacrifices, le mouvement va poursuivre le chemin du djihad et de la résistance pour lutter pour le peuple palestinien et sa terre de Palestine".

Il a ajouté : "L'ennemi sioniste exerce des désinformations, en diffusant des mensonges de propagandes que la bande de Gaza est un stock de différentes armes, tout cela pour fournir des prétextes pour poursuivre ses crimes".

Dans le même contexte, le Jihad islamique a confirmé le droit des Palestiniens à posséder tous les moyens pour lutter contre les crimes incessants de l'occupation qui utilise différents types d'armes contre les Palestiniens.

CPI

22-12

4 Le gouvernement illégal de Fayyad gèle la part de Gaza pour renforcer le blocus.

l'autorité palestinienne a reçu des promesses de dons de 7,4 milliards de dollars pour une durée de 3 ans et que cette somme a dépassé les exigences d'Abbas qui a appelé, auparavant, à 5,6 milliards de dollars

La direction de l'autorité palestinienne et du gouvernement illégal dirigé par Fayyad a décidé de continuer son encerclement contre les citoyens de la bande de Gaza, en renforçant le sévère blocus qui dure depuis six mois, qui a causé jusqu'à présent 52 morts et qui oblige un million et demi de Palestiniens à vivre dans une situation humanitaire réellement catastrophique.

Le journal "Al-Hayat" a publié, le mercredi 26/12, les déclarations du ministre de l'information au gouvernement illégal de Fayyad, Riyad Al-Maliki, disant que son gouvernement va geler la part de Gaza du projet de développement qui a été présenté par les pays donateurs au congrès de Paris, jusqu'à ce que son gouvernement domine les passages.

On note que le président a affirmé lors de son discours devant les participants au congrès de Paris que le projet de réforme et de développement va toucher tous les domaines en Cisjordanie et à Gaza, ainsi que la ville occupée d'Al-Qods.

Fayyad est donc responsable de tous les citoyens palestiniens, dont fait partie les habitants de la bande de Gaza.

Source : CPI

27-12

5 Le blocus est devenu une menace réelle et un désastre humanitaire.

Le ministre de la santé au gouvernement d'entente nationale dirigé par le premier ministre Ismail Haniyeh, Naïm Bassem, a averti du danger de la continuation du blocus sévère imposé injustement contre les citoyens de Gaza, tout en affirmant qu'il menace d'une vraie catastrophe humanitaire.

Dans sa déclaration publiée le mercredi 26/12, Naïm a appelé les pays arabes à intervenir immédiatement pour sauver le peuple palestinien encerclé à Gaza, en exhortant la communauté internationale à respecter les résultats des élections démocratiques dont tout le monde a témoigné de sa transparence.

Il a fortement condamné la négligence de la communauté internationale ainsi que les décisions irresponsables imposées par le gouvernement de Ramallah, notamment au niveau sanitaire.

"Lorsque nous avons expliqué les souffrances des citoyens palestiniens, certaines parties étaient étonnées et ont directement contacté les responsables concernés à Ramallah", a-t-il souligné.

CPI -27-12

6 Al-Nounou : Pas d'accalmie si l'occupation continue ses agressions et son blocus.

L'ex gouvernement d'entente nationale a renouvelé son refus de toute accalmie ou de trêve si l'occupation sioniste n'arrêtait pas totalement ses agressions contre les Palestiniens.

Le porte-parole du gouvernement Taher Al-Nounou a dit au journal quotidien "La Palestine", dans son édition du dimanche 23/12, que le gouvernement dirigé par le premier ministre, Ismail Haniyeh s'attache à sa position en affirmant qu'il n'y aura pas de trêve ou d'accalmie si l'occupation n'arrêtait pas complètement ses incursions et s'il ne levait pas son sévère blocus.

"Le problème continue à cause des agressions continues de l'occupation et non des roquettes lancées par la résistance,. Pour cela, il n'est pas question de débattre de ce sujet tant que l'entité sioniste n'arrête pas complètement ses incursions et ne lève pas son blocus sévère contre le peuple palestinien", a-t-il déclaré.

CPI - 23-12

7 Les preuves montrent la complicité des responsables à Ramallah dans la fermeture des passages.

Le directeur du bureau du premier ministre au gouvernement d'entente nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh, le Dr Mohammed Al-Madhoun, a démenti certains médias qui ont publié des mensonges prétendant que le gouvernement de Haniyeh refuse l'ouverture des passages de Gaza.

Dans sa déclaration de presse Al-Madhoun a affirmé qu'aucune partie n'a présenté d'initiative sérieuse, claire et complète, ni même le gouvernement de Fayyad, ni d'autres, pour le profit de la direction des passages.

Le dirigeant du Hamas a réaffirmé que son mouvement s'attache aux principes et intérêts des Palestiniens, en déployant tous les efforts nécessaires pour surmonter la crise des passages, sans aucune condition préalable de l'occupation ou de certains comploteurs de l'autorité palestinienne.

Il a également affirmé que le gouvernement d'entente nationale appelle toujours à une initiative pour que les passages soient dirigés par des parties neutres, ou des entreprises spécialisées, pour servir les intérêts suprêmes des Palestiniens, mais ceux qui complotent avec les Sionistes continuent de refuser cela.

Enfin, il a confirmé que les preuves sur le terrain montrent que certaines parties dans l'autorité palestinienne à Ramallah sont responsables de la fermeture des passages pour augmenter les souffrances des citoyens dans la bande de Gaza et mettre la pression sur le Hamas, en coopérant avec les autorités occupantes pour renforcer le blocus sioniste sévère.

CPI

8 Al-Khoudri : L'occupation empêche la délégation italienne d'entrer à Gaza pour cacher les vérités.

Le député et chef de la commission populaire pour la lutte contre le blocus du Hamas Djamel Al-Khoudri considère que l'occupation a empêché la délégation italienne d'entrer dans la bande de Gaza pour cacher les vérités sur le terrain et interdire toute solidarité internationale avec le peuple palestinien.

Dans un message adressé à la délégation italienne, le lundi 24/12, Al-Khoudri a fortement condamné la décision des autorités sionistes qui interdit son entrée dans la bande de Gaza pour voir et s'informer du grand désastre causé par le blocus injuste, tout en remerciant la délégation pour ses efforts déployés pour visiter Gaza ainsi que pour sa solidarité avec les habitants de la Bande.

En outre, il a appelé toutes les institutions internationales des droits de l'homme à intervenir immédiatement pour mettre la pression sur les autorités israéliennes et pour permettre à la délégation italienne d'accomplir sa visite dans la bande de Gaza, et il a appelé le monde à envoyer d'autres délégations pour mettre fin aux mesures oppressives et inhumaines de l'occupation.

"La délégation italienne va tenter de rendre visite aux malades, aux hôpitaux, aux centres sanitaires, à plusieurs usines et ateliers pour observer les résultats désastreux et la situation humanitaire catastrophique dans tous les domaines à cause du blocus", a-t-il ajouté.

Gaza - CPI

25-12

2-2 Proche-Orient: l'Egypte accuse Israël de l'échec des négociations israélo-palestiniennes.

L'Egypte impute à Israël la responsabilité de l'échec des négociations israélo-palestiniennes qui ont repris en décembre après la rencontre internationale d'Annapolis.

"L'échec de deux rounds de négociations entre Palestiniens et Israéliens (les 12 et 23 décembre derniers) tient au désir de l'Etat hébreu d'intensifier son activité de peuplement", a déclaré le porte-parole de la présidence égyptienne Souleïman Awad à l'issue des entretiens à Charm el-Cheikh entre le président égyptien Hosni Moubarak et le ministre israélien de la Défense Ehud Barak.

Selon lui, l'intention d'Israël de construire de nouvelles colonies à Jabal Abu Ghneim et à Maale Adumim, près de Jérusalem, "réduit à néant le seul résultat de la rencontre d'Annapolis: le relancement des négociations entre les Palestiniens et les Israéliens".

Les responsables palestiniens avaient antérieurement déclaré qu'il était insensé de poursuivre les négociations sur la paix au Proche-Orient alors que se construisaient de nouvelles colonies juives.

La "feuille de route", que les Israéliens et les Palestiniens considèrent comme la base du règlement, enjoint à Israël de cesser toute activité de peuplement sur les territoires palestiniens, y compris par l'endiguement de "la croissance naturelle" des colonies.

Malgré la promesse de ne pas confisquer de territoires palestiniens supplémentaires, Israël poursuit la construction de logements à Jérusalem Est et dans la plupart des colonies juives en Cisjordanie, qui - du point de vue du droit international - représentent des territoires occupés.

M. Barak s'est rendu mercredi en Egypte où il a rencontré le ministre de la Défense Mohammed Hussein Tantaoui et le chef des Renseignements Omar Souleïmane en charge du règlement palestinien-israélien.

Auparavant, Israël avait maintes fois accusé l'Egypte de "fermer les yeux" sur la contrebande d'armes vers Gaza

et d'encourager ainsi les combattants du Hamas. La ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni avait qualifié "d'horrible" le travail des gardes-frontières égyptiens.

En réponse, Le Caire lui avait conseillé de ne pas "parler, sans peser ses mots, de sujets qu'elle ne devait pas aborder sans disposer des éléments suffisants".

26/12/2007

RIA Novosti Agence russe

<http://fr.rian.ru/world/20071226/94263939.html>

2-3 Washington évaluera confidentiellement le processus de paix.

L'Administration Bush, procédera à des évaluations confidentielles des négociations entre les deux parties, apprend-on de sources américaines et occidentales autorisées.

La conférence internationale d'Annapolis, organisée le mois dernier dans le Maryland sous l'égide de George Bush, a abouti à une relance formelle(...) du processus de paix israélo-palestinien gelé depuis 2000 avec l'objectif d'aboutir fin 2008 à un accord sur la création d'un État palestinien.

Le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, sont convenus à cette occasion de demander à Washington, plutôt qu'au quartette des médiateurs internationaux, « de suivre et de juger » leur mise en conformité avec les exigences de la feuille de route internationale de 2003. Les jugements que les États-Unis porteront sur les progrès éventuels du dialogue entre les deux parties seront essentiels. « Nous mènerons ce processus (d'évaluation) en confiance », a déclaré un haut responsable américain. « Notre objectif, a-t-il ajouté, sera d'encourager les progrès, et non de fustiger » l'un ou l'autre des protagonistes.

Les résultats de ces appréciations seront communiqués aux parties, « probablement sur une base bilatérale, peut-être aussi selon d'autres formats ».

Mais ce responsable américain prévient : « Nous nous réservons la possibilité de les rendre publiques si la nécessité se fait jour. »

Israël préférerait que les jugements restent confidentiels. Les Palestiniens sont partisans, eux, d'un processus transparent et ouvert. Au final, la décision de les rendre ou non publiques sera prise au plus haut niveau de l'Administration, par la secrétaire d'État Condoleezza Rice, voire par George Bush en personne.

Lundi 24 décembre 2007 | L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=360616>

2-4 Le Conseil de sécurité de l'ONU salue l'"étape importante" de la conférence des donateurs de Paris.

Dans un communiqué présenté par la France et approuvé par ses 15 membres, le Conseil de sécurité a réaffirmé vendredi son engagement "pour une paix juste, durable et totale au Proche-Orient".

Le Conseil de sécurité des Nations unies a jugé que la conférence des donateurs pour les Palestiniens organisée lundi à Paris a donné un signal de soutien fort à l'Autorité palestinienne et a représenté une "étape importante" vers la création d'un Etat voisin d'Israël.

Les 87 pays et organisations internationales réunis lundi à Paris ont promis quelque 7,4 milliards de dollars (5,15 milliards d'euros) d'aide aux Palestiniens.

Cette aide est destinée à promouvoir de nouvelles discussions de paix avec Israël.

"Les membres du Conseil de sécurité saluent la conférence internationale des donateurs (...) qui a apporté un signal fort de soutien international au peuple palestinien et à l'Autorité palestinienne, et qui constitue une étape importante dans le cadre d'un processus plus large visant à la réalisation de la vision de deux Etats vivant côte-à-côte dans la paix et la sécurité", affirme le communiqué.

Le Conseil de sécurité a également remercié les donateurs et appelé à une distribution rapide des fonds promis. Il a enfin invité la communauté internationale à aider au développement de l'économie palestinienne et à la mise en place d'institutions "pour préparer la création d'un Etat" à part entière.

L'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Maurice Ripert, a salué "l'esprit de compromis" qui a prévalu entre les diplomates palestiniens et israéliens dans la rédaction de ce communiqué, estimant que cette bonne entente trouvait ses racines dans la conséquence de la conférence d'Annapolis sur le Proche-Orient qui s'est tenue fin novembre aux Etats-Unis.

(Samedi 22 décembre 2007 – AL-Oufok avec les agences de presse)

2-5 La colonisation et de l'occupation”.

1 Erekat : "Israël doit choisir entre la voie des négociations et de la paix ou la voie de la colonisation et de l'occupation”

Selon M. Erekat, il faut que le processus de paix comprenne tous les problèmes comme Jérusalem, les frontières, les colonies juives, les réfugiés palestiniens, la sécurité et l'eau.

Il a appelé à créer une commission conjointe, composée de représentants palestiniens, israéliens et américains, pour surveiller l'application du plan de paix initié par Washington.

Lundi, M. Erekat avait accusé Israël de ne pas remplir ses obligations dans la première phase du plan américain, qui exige que l'autorité palestinienne contrôle se militants et qu'Israël arrête la construction de colonies.

A la fin d'une deuxième séance de négociations de paix, les négociateurs palestiniens ont révélé lundi avoir demandé à Israël d'arrêter toutes ses activités de colonisation dans les territoires palestiniens.

"Il est nécessaire qu'Israël arrête sa construction de logements à Jérusalem et en Cisjordanie, du fait que cela est illégal", a indiqué le négociateur palestinien Yasser Abed Rabbo, qui est membre de l'Organisation de libération de la Palestine (PLO). "Nous insistons et continuerons à insister pour obtenir tous les droits des Palestiniens", a-t-il indiqué.

"Depuis le début des négociations, nous essayons (...) de convaincre notre peuple que nous pouvons arriver à une solution à travers le dialogue mais Israël, avec ces agissements, empêche les efforts pour aboutir à un règlement pacifique du conflit", avait affirmé M. Erekat.

IPC+agences

2 Israël veut construire 750 logements en 2008 dans deux colonies.

Israël a dégagé dans son budget pour 2008 des sommes pour la construction de 750 logements dans des colonies en Cisjordanie, a annoncé dimanche le porte-parole du mouvement israélien La Paix Maintenant.

"Nous avons découvert que le budget de l'Etat en 2008 prévoit 48 millions de shekels pour la construction de 250 logements dans la colonie de Maalé Adoumim et 50 autres millions de shekels pour la construction de 500 logements à Har Homa", un quartier de colonisation dans le secteur oriental annexé de Jérusalem, a affirmé à l'AFP Yariv Oppenheimer.

"Har Homa fait partie intégrante de Jérusalem et Israël n'y cessera pas les constructions", a déclaré Rafi Eitan, ministre chargé de Jérusalem, à la radio militaire israélienne. "C'est le devoir d'Israël de fournir à ses citoyens des endroits pour vivre."

Un autre ministre, Yuli Tamir, a affirmé qu'Israël avait le droit de construire des habitations "dans des secteurs qui vont faire partie de son futur territoire".

Interrogé par la radio de l'armée israélienne, le ministre des Retraités, Rafi Eytan, a confirmé qu'Israël entendait mener ces projets à terme.

"Nous avons toujours dit que nous pouvons construire à Har Homa qui se trouve à l'intérieur des limites municipales de Jérusalem (...) Il peut y avoir des problèmes pour Maalé Adoumim, mais nous voulons poursuivre l'extension naturelle dans les grands blocs" de colonies, a déclaré ce ministre.

La proposition de nouvelles constructions doit d'abord être approuvée par la Knesset pour que les travaux puissent être lancés.

Israël compte bien en effet conserver Maale Adumim et d'autres grands blocs d'implantations en Cisjordanie quel que soit l'accord définitif de paix qui pourrait être négocié avec les Palestiniens.

Yariv Oppenheimer, qui dirige l'organisation La Paix maintenant, a de son côté "dénoncé la poursuite de la colonisation, qui menace les pourparlers de paix avec les Palestiniens", et a dit espérer que le gouvernement Olmert annulerait ces crédits budgétaires. "Après Annapolis, il n'y a aucun espace pour ce genre de clauses dans le budget", a-t-il dit.

Source : AFP / 23 décembre)

3 Malgré la Conférence de paix à Annapolis... 750 logements à construire en 2008,

Selon le porte-parole du mouvement israélien 'La Paix Maintenant' Yariv Oppenheimer, Israël a dégagé dans son budget pour 2008 des sommes pour la construction de 750 logements dans des colonies en Cisjordanie.

M. Oppenheimer a indiqué qu'il "dénonce la poursuite de la colonisation, qui menace les pourparlers de paix avec les Palestiniens".

Le rapport sur la colonisation de Paix Maintenant déclare : "Bien que Olmert ait annoncé un gel de la colonisation, on constate, sur le terrain, des travaux de construction dans toutes les colonies de Cisjordanie, dans toutes sortes de colonies, et aussi longtemps que le gouvernement ne cessera pas sa colonisation sur le terrain, les négociations ne pourront pas réussir."

Il a également documenté les démolitions de huit maisons palestiniennes détruites après la conférence de paix et les constructions dans les colonies de Nof Zion et de Har Homa, et des constructions en cours à Modi'in Illit, à Ma'ale Adumim, Karnei Shomron, à Alfei Menashe et dans la zone industrielle de Barkan.

SOURCE : IPC+agences

4 Un frein à la colonisation en Cisjordanie occupée ?

Depuis l'occupation de la Cisjordanie, en juin 1967, 270.000 Israéliens se sont installés en Cisjordanie

200.000 Israéliens habitent dans une douzaine de quartiers de colonisation érigés à Jérusalem-est Israël a(urait) donné de nouvelles assurances aux Etats Unis concernant un **frein** à la colonisation en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-est, à l'approche de la venue de Bush dans la région, rapporte la radio militaire israélienne.

Les consignes de freiner la construction s'appliquent notamment à l'implantation de Maalé Adoumim, à l'est de Jérusalem, et au bloc de colonies d'Ariel dans le nord de la Cisjordanie, selon des responsables du ministère de l'Habitat, cités par la radio.

Olmert se serait notamment engagé à ce qu'Israël ne lance pas de nouveaux appels d'offres pour la construction de logements dans des quartiers de colonisation de Jérusalem-est, en particulier à Har Homa (Jebel Abou Ghneim en arabe).

Toutefois, M. Olmert s'est refusé à geler des appels d'offres déjà publiés et en cours de réalisation dans ce quartier, considérant que Har Homa fait partie intégrante de son territoire, suite à l'annexion de Jérusalem-est après sa conquête en 1967. Cette annexion n'a jamais reconnue par la communauté internationale.

Les promesses sur un relatif gel de la colonisation auraient été faites avant la visite du président américain George W. Bush début janvier, compte tenu du mécontentement de Washington devant la poursuite de la colonisation, y compris à Jérusalem-est.

Depuis l'occupation de la Cisjordanie, en juin 1967, environ 270.000 Israéliens se sont installés en Cisjordanie alors que quelque 200.000 autres habitent dans une douzaine de quartiers de colonisation érigés à Jérusalem-est (AFP)

28-12

2-6 L'Autorité palestinienne va recevoir 50 véhicules blindés.

Les forces de sécurité du président palestinien Mahmoud Abbas disposeront le mois prochain de véhicules blindés, a-t-on appris hier auprès du ministre palestinien des Affaires étrangères.

Israël avait autorisé en novembre la livraison de 50 véhicules blindés légers, mais a refusé qu'ils soient équipés d'armes à feu comme le souhaitent les Palestiniens.

Riad al-Malki, qui est également ministre de l'Information, a indiqué que les Palestiniens avaient depuis renoncé à leurs demandes, permettant ainsi à la livraison d'avoir lieu.

« Nous soulèverons de nouveau la question de l'équipement avec les Israéliens », a-t-il précisé. Les blindés légers avaient été offerts il y a plusieurs années par la Russie, mais leur livraison a été suspendue lors de la victoire du Hamas aux élections de 2006.

Samedi 29 décembre 2007 |

L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=360991>

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Résistance dans toutes ses formes.

L'action terroriste frappe les innocents ainsi que les femmes et hommes libres, épris de justice.

L'impérialisme et ses valets se nourrissent d'elle et trouvent en elle le parfait prétexte pour frapper à leur tour des innocents et liquider physiquement les femmes et hommes résistants, épris de justice, mais en vain...

Où que nous soyons, au Pakistan et en Iraq en passant par l'Afghanistan, en Palestine et au Liban sans oublier le Soudan et le Maghreb, renoncer au terrorisme et rejoindre la Résistance est la seule voie vers la libération

Quelles que libération

Quelles que soient nos croyances et nos idéologies, soyons unis sous la seule bannière de la Résistance dans toutes ses formes

Peuples d'Orient, unissez-vous !

Raymond Richa

<http://libanresistance.blogspot.com/2007/12/rsistance-dans-toutes-se-formes.html>

3-2 Le Hamas et le Jihad tentent d'enlever des soldats afin de les échanger avec des captifs.

Des sources militaires de l'occupation ont dit que les factions palestiniennes, notamment les brigades d'Al-Qassam et les Sarayas d'Al-Qods, déploient tous leurs efforts pour enlever des soldats sionistes afin de les échanger avec des captifs palestiniens.

Le correspondant de la deuxième chaîne hébreu Roni Daniel a rapporté selon des sources militaires de l'armée de l'occupation que le mouvement du Hamas et celui du Jihad tentent toujours d'enlever des soldats sionistes pour les échanger avec des captifs palestiniens.

Daniel a également dit que l'armée de l'occupation intensifie actuellement ses opérations militaires, près de la ligne frontalière, pour déjouer ces plans.

On note que les trois factions palestiniennes les brigades d'Al-Qassam, les brigades de Nasser Salah Eddine et l'armée de l'Islam ont pu enlever le soldat israélien Chalit en juin 2006, durant l'opération militaire appelée "l'illusion dissipée", et qu'elle ont insisté sur une opération d'échange de prisonniers pour libérer Chalit, chose que refuse avec entêtement les autorités sionistes.

Al Nassera - CPI

3-3 Abou Marzouk : L'occupation exhorte les Egyptiens et d'autres pays à intervenir pour libérer Chalit.

Le vice-président du bureau politique du Hamas, Dr Moussa Abou Marzouk, a révélé que l'entité sioniste demande à nouveau aux responsables égyptiens de poursuivre leur médiation et de trouver une opportunité avec le Hamas pour libérer le soldat israélien Gilad Chalit.

Dr Abou Marzouk a dit, lors de sa déclaration au journal "Qods Al-Arabi" publiée le lundi 24/12, que les responsables israéliens mettent la pression sur les Egyptiens et d'autres parties pour que le Hamas accorde une occasion pour échanger des captifs palestiniens avec Chalit.

Al Qods- CPI

3-4 Dorothy Naor : Des étudiantes réduites au silence et brutalisées.

alors qu'elles protestaient à l'occasion d'une conférence de politique internationale, à l'Université Hébraïque de Jérusalem

Ce soir (18/12/07), à l'Université Hébraïque, s'est tenue une conférence publique intitulée « La démocratie peut-elle venir à bout de la terreur ?

La démocratie combat la terreur avec une main liée derrière le dos. Quand, pourquoi et comment cette main doit-elle être déliée ? »

Avec la participation de l'ancien président de la Cour suprême, le professeur Aharon Barak, le président de l'Université Hébraïque, le professeur Menachem Megidor, et Efraim Halevi, ancien chef du Mossad et directeur du Centre d'Etudes Stratégiques.

Un tract (*) distribué dans le public déclarait : « Les mains de la démocratie sont "liées" par le droit humanitaire international.

Les délier revient à légitimer des violations des droits humains fondamentaux sous forme de tortures, de châtements collectifs et de crimes de guerre. » Et plus loin : « Présenter le droit humanitaire international comme des restrictions à l'efficacité militaire nous met tous en danger ».

Nous protestons contre le fait que l'Université accorde une tribune à la légitimation de violations graves aux droits de l'homme et une protection académique à la torture et à la punition collective.

Alors qu'Aharon Barak parlait de « l'équilibre » entre « sécurité » et « droit humanitaire international » en Israël, y compris dans les jugements qu'il a pu rendre à propos du Mur de séparation et de la séparation des familles, nous avons trouvé qu'il était de notre devoir de protester contre le piétinement brutal et quotidien des droits de l'homme et de la sécurité, souvent appuyé par les jugements d'Aharon Barak.

- Nous insistons sur notre droit à protester contre des conférences antidémocratiques tenues dans une université publique, financée par les budgets de l'éducation. Il n'est pas possible que des conférences discutant de la démocratie réunissent exclusivement des hommes appartenant à l'élite dominante, en ne laissant aucune place à des gens dont les droits sont violés dans la réalité.

- Nous protestons contre la violence verbale et physique exercée contre nous alors qu'on nous faisait sortir avec une force exagérée et sans en avoir l'autorité, hors de la salle de conférence, contre le refus des agents de sécurité de s'identifier et contre le fait qu'ils nous ont retenues illégalement, alors que nous demandions à quitter le campus.

- Nous sommes consternées par la violence du public qui, avant même les brutalités des agents de la sécurité, réclamait le recours à la force pour se débarrasser de nous. Alors que des femmes étaient emmenées de force et traînées par terre, la majorité du public applaudissait.

- Nous demandons que le président de l'Université Hébraïque, le professeur Menachem Megidor, et l'ancien président de la Cour suprême, le professeur Aharon Barak, s'expliquent, dans la mesure où, en leur présence, de la violence verbale et physique a visé des femmes qui exprimaient leur protestation d'une manière démocratique. Et ils ont continué de parler de démocratie.

Contrairement à certains flash d'informations qui ont circulé, nous n'avons pas « quitté la salle sans heurts » : on nous a violemment entraînées, sous la clameur des applaudissements de la foule en colère.

Cette conduite reflète parfaitement la raison de notre protestation : le faux « équilibre » entre sécurité et droits de l'homme est en réalité un piétinement systématique et délibéré de droits humains élémentaires, depuis la liberté d'expression jusqu'au droit à la vie.

Aujourd'hui, 5 étudiantes risquent le comité de discipline et des sanctions de l'Université.

Mardi 18 décembre 2007

Relayé par Dorothy Naor ([New Profile](#))

<http://picasaweb.google.com/students5justice/AntiDemocraticConference>

3-5 La mère d'un Franco-Palestinien détenu en Israël déplore l'inaction du Quai d'Orsay.

Lorsqu'elle a appris, à la mi-octobre, que la Mairie de Paris avait dressé, dans un square du 12^e arrondissement, un portrait géant de Gilad Shalit, le soldat franco-israélien retenu prisonnier dans la bande de Gaza par le Hamas, ainsi que ceux des deux soldats israéliens capturés durant l'été 2006 par le Hezbollah, Denise Hamouri n'a pu réprimer un soupir de dépit.

Cette native de Bourg-en-Bresse, mariée depuis plus de vingt ans à un Palestinien de Jérusalem et habitante d'un quartier arabe de la Ville sainte, est la mère de Salah Hamouri, un jeune homme de 22 ans, accusé d'avoir trempé dans un complot destiné à assassiner le rabbin Ovadia Yossef, guide spirituel du Shass, le parti séfardite. Bien qu'il soit autant français que Gilad Shalit, dont le père, Noam, a rencontré Nicolas Sarkozy le 9 juillet, Salah Hamouri, emprisonné depuis deux ans et demi en Israël, doit se contenter, pour tout soutien, de la visite des agents du consulat français de Jérusalem. En réponse à un courrier électronique de sa mère qui déplorait un *"deux poids, deux mesures"*, le Quai d'Orsay a récusé toute analogie entre les deux binationaux. *"Le soldat (Shalit) a été pris en otage (...) et nous essayons d'obtenir sa libération (...). Votre fils est emprisonné par les autorités israéliennes dans le cadre d'une procédure judiciaire dans laquelle nous ne pouvons pas interférer."*

L'affaire remonte au 13 mars 2005, date de l'arrestation du jeune Franco-Palestinien.

A l'époque, la presse locale, *"sources sécuritaires"* à l'appui, évoque les *"repérages"* auxquels Salah et deux autres jeunes Palestiniens se seraient livrés autour du domicile du rabbin Yossef, célèbre pour ses invectives anti-Arabes. Membres de la branche étudiante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), un petit parti de gauche, les trois complices supposés auraient entrepris de se procurer des *"armes"* et établi des *"contacts"* avec Ahmed Saadate, le chef du FPLP alors incarcéré à Jéricho, pour son rôle dans l'assassinat de Rehavam Ze'evi, l'ex-ministre du tourisme israélien, en octobre 2001.

Deux ans et des dizaines d'interrogatoires plus tard, le dossier en cours d'examen par le tribunal militaire d'Ofer, en Cisjordanie, paraît mince. Salah Hamouri a certes reconnu être passé en voiture devant la maison d'Ovadia Yossef, dans le quartier Har Nof de Jérusalem, à l'initiative d'un de ses camarades, Moussa Darwish, qui avait livré des légumes dans le passé chez le rabbin et voulait réfléchir à un plan pour l'assassiner. Mais, d'après son avocate, Léa Tsemel, ledit complot n'est pas allé plus loin : *"Ils ont roulé au ralenti, vu une caméra, fait demi-tour et n'en ont plus parlé après. Les enquêteurs n'ont trouvé aucune arme et aucun élément susceptible de prouver qu'ils étaient décidés à passer à l'acte. Il s'agit d'un acte stupide, une bravade, rien de plus."*

Tout amateur et embryonnaire fût-il, ce projet risque de coûter très cher au jeune Franco-Palestinien. La charge de *"complot"* est passible de sept années de prison devant un tribunal militaire israélien. Moussa Darwish - parce qu'il est un habitant de Jérusalem et donc a été jugé plus rapidement - a déjà été condamné à douze ans d'incarcération. *"C'est évidemment une justice à deux vitesses, dit Léa Tsemel. Les colons juifs qui avaient posé en 2003, à l'entrée d'une école palestinienne de Jérusalem, une bombe qui avait été désamorcée à la dernière minute, ont eux aussi écopé de douze ans de prison. La différence de gravité (...) est pourtant flagrante."*

Sans illusions sur la justice israélienne, déçue par la frilosité du Quai d'Orsay, Denise Hamouri a eu l'idée, en juin dernier, d'écrire à Noam Shalit. Peut-être parce qu'il traverse une épreuve similaire et parce qu'il connaît *"le problème des prisonniers palestiniens"*, ce dernier a paradoxalement su trouver les mots que les diplomates français se refusent à prononcer. Dans un courrier sobre et sensible, il déplore l'arrestation de Salah, partage la douleur de la famille Hamouri et prie en conclusion pour *"les libérations imminentes de (leurs) fils"*. A Paris, le 11 novembre, des militants propalestiniens ont remplacé les portraits des trois soldats israéliens par une banderole en hommage aux *"11 000"* prisonniers palestiniens.

Benjamin Barthe

(Jérusalem, correspondance)

Le Monde - Article paru dans l'édition du 26.12.07.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4333